

QUESTION OUVRIERE ET QUESTION SOCIALE

La réunion à Londres d'un Congrès des *trade's unions* a fourni à la presse britannique l'occasion de réflexions empreintes d'un pessimisme accentué sur la situation économique de l'Angleterre.

Le rapport officiel de Slewelyn Smith sur les salaires ouvriers et les heures de travail a fourni à cet égard des renseignements intéressants. Il en ressort que dans presque toutes les branches industrielles, les salaires ont été réduits en même temps qu'augmentait le nombre des ouvriers sans emploi. Depuis 1895, dit-on, c'est la première fois qu'on est conduit à des constatations aussi affligeantes, mais jamais la réduction n'avait atteint de pareilles proportions. Pour l'industrie des mines et pour les transports, la diminution du chiffre des salaires dépasse 25 millions de francs. Elle est de 19 millions pour l'industrie des métaux. C'est la première fois que les métallurgistes et les ouvriers des constructions mécaniques sont aussi sérieusement atteints.

La dépression des salaires s'est aussi accentuée fortement en Ecosse en ce qui touche l'industrie du bâtiment.

"D'une façon générale, dit le *Times*, il est caractéristique que la réduction n'ait affecté que les ouvriers de l'entreprise privée, tandis que ceux de l'Etat et des communes ont eu des augmentations de salaire.

Depuis 1893, première année à laquelle remontent les investigations de M. Slewelyn Smith, les salaires des ouvriers de ces dernières catégories ont augmenté en moyenne et régulièrement de 1.2 à 1.7 sh. par semaine chaque année; ce fait s'est reproduit cette année-ci et l'on peut, sous ce point de vue, assimiler les ouvriers des chemins de fer à ceux employés par l'Etat et les communes; les augmentations de ces derniers ont été pour les derniers six ans, 1.1 sh. en Angleterre, 0.5 sh. en Ecosse, 0.8 en Irlande."

Il serait superflu, fait remarquer le *Morning Post*, d'insister sur l'importance de cette situation pour les classes ouvrières. Non moins importante, ajoute le journal, est la preuve fournie par le rapport de la diminution de la capacité productive du Royaume-Uni. Il y a là, suivant le journal anglais, une indication de la nécessité de remanier l'organisation du régime industriel en Angleterre.

Nous n'avons pas qualité pour discuter cette nécessité. Il nous suffit de prendre note de l'aveu de diminution de la capacité productive du Royaume-Uni. Nous n'avons pas attendu jusqu'ici pour signaler ce phénomène. On voit combien nos appréciations étaient fondées. Le *Times* n'a pas tort, sans doute, lorsqu'il soutient que les modifications dans les salaires sont dues à des causes multiples, mais il a raison lorsqu'il ajoute que, d'une manière générale, les salaires dépendent de

la situation du commerce national. Qu'ils le veuillent ou non, dit le journal anglais, les ouvriers et les employeurs sont engagés dans une association où l'un doit supporter les conséquences des pertes subies par l'autre. Cette solidarité de toutes les branches de l'activité économique est une thèse sur laquelle la *Réforme Economique* s'est toujours appuyée pour défendre la théorie de la protection. Nous ne pouvons que nous féliciter de la voir rappeler par un des plus importants journaux de la libre-échangiste Angleterre.

A un autre point de vue, cette question du salariat éveille les préoccupations aux Etats-Unis. Là, nous apprend le *Deutscher Reichsanzeiger*, on étudie un nouveau système de répartition de salaires, qui vient même d'être adopté dans un grand nombre de fabriques de machines à Chicago, et qu'on qualifie de "système des primes". Ingénieusement combiné, ce système est résumé en ces termes par le journal allemand.

"1. Tout ouvrier au service de la fabrique reçoit un salaire fixe.

2. On évalue le temps nécessaire à faire un ouvrage comme si l'ouvrier travaillait dans les mêmes conditions à la journée;

3. Aucun ouvrier n'encourt des amendes ou des réductions de salaire s'il ne parvient à faire son travail dans le temps assigné;

4. Mais si un ouvrier parvient à accomplir un travail en moins de temps qu'il ne lui est assigné il reçoit comme prime la moitié du salaire du temps qu'il devrait mettre régulièrement pour faire ce travail;

5. Le temps, une fois assigné pour un travail, ne peut être réduit que si l'on invente des machines ou des méthodes nouvelles pour faire ce travail;

6. Au bout d'un an tout ouvrier est libre de ne pas tenir compte du système;

7. Le système une fois aboli, on ne pourra exiger de l'ouvrier une célérité égale que contre un salaire équivalent."

On saisit aisément que l'idée génératrice de ce système est de surexciter dans la mesure du possible la capacité productive de l'ouvrier, en même temps qu'on respecte sa liberté en lui permettant de refuser de se soumettre personnellement à ce genre d'organisation du salariat.

Cette disposition était sage, car, au premier abord, on s'est heurté à des résistances assez vives. La Fédération des Mécaniciens était hostile et n'a toléré sa mise en vigueur qu'à titre d'essai.

D'autre part si, en réalité, le système est avantageux pour les bons ouvriers, il l'est aussi pour les patrons. Grâce à lui, en effet, la capacité de production de l'établissement s'accroît, ce qui provoque une diminution correspondante des frais généraux. Les avantages multiples du système sont fort bien mis en lumière par un tableau élaboré dans une fabrique de Cincinnati en prenant pour base un travail auquel on avait assigné quarante heures.

Nombre d'heures pour faire le trav.	Salaires par jour en dollars	Frais de prod. en dollars
40 1/2	2...	2.72
38 1/2	2...	2.58
18 1/2	3.16	1.59
18 "	3.22	1.52

Augmentation de la production, diminution du nombre des heures de travail, augmentation des salaires et diminution des frais de production sont, comme on le voit, simultanément obtenus.

Ces résultats ne sont pas intéressants seulement pour les Etats-Unis: ils doivent attirer aussi l'attention de l'Europe, puisqu'ils sont de nature à accroître encore l'importance de la concurrence américaine.

On le comprend si bien en Angleterre qu'on n'a même pas attendu la constatation des faits que nous venons de citer pour se préoccuper de l'étude, de l'éducation et de la situation économique des Etats-Unis. Dans les premiers jours de novembre prochain doit partir d'Angleterre une Commission chargée d'une enquête dans ce sens.

"La date de ce voyage, dit le *Times*, a été combinée de façon à permettre l'arrivée aux Etats-Unis, au moment de l'inauguration de la nouvelle Chambre de commerce de New-York, ce qui donnera une occasion unique de se rencontrer avec des hommes d'affaires venus de toutes les parties du pays. Cette Commission ne comprendra que des membres des *Trade-Unions*. Toutes ces associations seront représentées. En revanche, on a abandonné le projet d'y faire participer des industriels, sous prétexte de laisser aux ouvriers plus de liberté de se former leur opinion, et au retour, chacun des membres de la Commission adressera un rapport sur les questions qui l'intéressent le plus, qui sont en connexion avec son métier; mais on n'a pas le projet de fonder tous ces différents rapports en un rapport unique."

M. Mosely, qui dirigera la Commission, a surtout en vue, dit-on, de démontrer l'existence du péril américain, que nombre de ses compatriotes s'obstinent à contester.

Un des arguments favorables de ceux qui ferment les yeux est que, malgré tout, les Etats-Unis exportent moins de produits manufacturés que ne le fait la Grande-Bretagne. Cela est exact, fait remarquer le *Times*, mais, pour se rendre un compte exact de la situation respective, il faut considérer les modifications survenues depuis vingt ans dans le pourcentage de l'exportation américaine:

"Il y a vingt ans, les produits agricoles formaient 80 0-0 de cette exportation et les produits manufacturés n'en représentaient que les 14 0-0; depuis lors, la première catégorie en représente 64 0-0 et la deuxième les 30 0-0. Et cela, malgré que la quantité absolue des produits agricoles exportés soit restée aussi grande que par le passé. Ce changement dans le pourcentage est dû uniquement à l'expansion de la deuxième catégorie."